

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 7 DECEMBRE 2023**

L'an Deux Mille Vingt-Trois, le Sept Décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de CARTELEGUE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Pierre VILLAR, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Présents : M. VILLAR, MME PAYEN, M. PARGADE, MME LAMIT, M. ROUSSEAU, MMES ROUSSEAU, DUBERNARD, MM., HAURE, MARTIN, CHONÉ, JALLET.

Représentés par pouvoir : M. MARCQ (Pouvoir à M. CHONÉ), MME GIORGINI (Pouvoir à MME LAMIT), MME LOZANO (Pouvoir à MME DUBERNARD), M. JORÉ (Pouvoir à M. PARGADE).

Date de convocation : 28 Novembre 2023

Ordre du jour :

1. Installation d'un nouveau conseiller municipal,
2. Décision modificative budget commune,
3. Choix du délégataire pour l'assainissement,
4. Nomination des agents recenseurs,
5. Demande de moratoire au SMICVAL,
6. Questions diverses.

Le secrétariat de la séance a été confié à Mme LAMIT.

Le procès-verbal de la réunion précédente a été approuvé à l'unanimité

-----

**1°) INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL**

DELIB 07.12.2023-01

**VOTANTS : 15      POUR : 15      CONTRE : 0      ABSTENTION : 0**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121.4, R.2121-2 et R.2121-4 ;
- VU le code électoral et notamment l'article L.270 ;
- VU la délibération du conseil municipal en date du 25 Mai 2020 portant installation du conseil municipal ;
- VU le courrier de Madame Anne GROUSSAC en date du 7 Novembre 2023 portant démission de son mandat de conseillère municipale ;
- CONSIDERANT qu'en application de l'article L.2121-4 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales Monsieur le Maire a dûment informé Madame La Sous-Préfète de BLAYE de cette démission le 21 Novembre 2023 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L.270 du code électoral et sauf refus express de l'intéressé, le remplacement de la conseillère municipale démissionnaire est assuré par « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu » ;
- VU le mail de Mme Adeline ROUSSILLE en date du 28 Novembre 2023 précisant qu'elle ne souhaitait pas siéger au Conseil Municipal ;

Est désigné pour remplacer Mme Anne GROUSSAC au conseil municipal, **M. Jean Bernard ROUSSEAU** qui a accepté cette fonction par mail le 28 Novembre 2023.

Le conseil municipal prend acte :

- de l'installation de M. Jean Bernard ROUSSEAU en qualité de conseiller municipal.
- de la modification du tableau du conseil municipal.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

## **2°) DECISION MODIFICATIVE N° 4 - BUDGET COMMUNE 2023**

DELIB N° 07.12.2023-02

**VOTANTS : 15    POUR : 15    CONTRE : 0    ABSTENTION : 0**

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

**DÉCIDE** d'ajuster les articles ci-dessous désignés comme suit :

### **FONCTIONNEMENT**

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
<b>Chapitre 011 - Charges à caractère général</b>		<b>-11 300.00</b>	<b>Chapitre 013 – Atténuations de charges</b>		<b>3 700.00</b>
60631	Fournitures d'entretien	-1 500.00	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	3 700.00
61521	Terrains	-4 000.00	<b>Chapitre 70 – Produits des services, du domaine et vente divers</b>		<b>3 500.00</b>
615221	Entretien des bâtiments	-1 300.00	70311	Concessions dans les cimetières	3 500.00
61551	Matériel roulant	-4 500.00			
<b>Chapitre 012 – Charges de personnel et frais assimilés</b>		<b>10 500.00</b>			
6411	Personnel titulaire	6 000.00			
6413	Personnel non titulaire	4 500.00			
<b>Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante</b>		<b>5 000.00</b>			
65314	Cotisations de sécurité sociales	5 000.00			
<b>Chapitre 66 – Charges financière</b>		<b>3 000.00</b>			
6618	Intérêts des autres dettes	3 000.00			
<b>TOTAL</b>		<b>7 200.00€</b>		<b>TOTAL</b>	<b>7 200.00</b>

### 3°) CHOIX DU DELEGATAIRE DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET AUTORISATION DE SIGNER LE CONTRAT DE DELEGATION DU SERVICE

DELIB 07.12.2023-03

**VOTANTS : 15    POUR : 15    CONTRE : 0    ABSTENTION : 0**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 1411-1 et suivants du CGCT ;

VU la délibération du Conseil municipal approuvant le principe du recours à la concession de service public ;

VU le rapport de la Commission de délégation de service public présentant la liste des entreprises admises à présenter des offres et l'analyse de celles-ci ;

VU le rapport du Maire présentant les motifs du choix et de l'économie globale du contrat ;

VU le projet de contrat et ses annexes ;

Monsieur le Maire rappelle le déroulement de la procédure et des négociations.

Il rappelle que le Conseil municipal a décidé de choisir la concession comme mode de gestion de l'assainissement collectif de la collectivité et l'a autorisé à engager la procédure prévue par le Code de la Commande Publique (troisième partie) et les articles L 1411-1 à L 1411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales dans le cadre d'un groupement d'autorités concédantes.

Il indique que les caractéristiques principales de cette concession sont :

- Concession par affermage **à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024** avec une échéance au 31 décembre 2033,
- Gestion des ouvrages et équipements de collecte et de traitement des eaux usées, gestion des boues et sous-produits, autosurveillance, entretien et renouvellement, gestion clientèle, facturation, permanence de service. Le délégataire sera rémunéré par les abonnés.

Le Maire indique que chaque conseiller a reçu, dans ledit délai, le rapport de la Commission et le rapport du Maire justifiant le choix de proposer la société SAUR pour un contrat de concession de l'assainissement collectif **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024**.

Ce choix repose sur les motifs suivants :

Après analyse des offres et au regard des critères de jugement des offres définis au règlement de la consultation, le choix du Maire s'est porté sur le candidat qu'il a jugé le plus à même d'apporter les garanties techniques et financières permettant d'assurer la qualité et la continuité du service.

Eu égard aux conclusions de l'analyse des offres, le Maire propose au conseil municipal de retenir comme délégataire **la société SAUR** et son offre de base en assainissement.

Les tarifs proposés sont les suivants pour la première année.

- Partie fixe de la rémunération par usager par an : **51,80 € HT**
- Partie proportionnelle par m<sup>3</sup> consommé : **1,0435 € HT**

Poursuivant, Monsieur le Maire invite les conseillers à formuler leurs éventuelles questions.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le choix de la société SAUR comme concessionnaire du service public ;

- d'approuver le contrat de délégation de service public d'assainissement collectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ainsi que ses annexes ;
- d'autoriser Monsieur le maire à signer le contrat de délégation et ses annexes dès que la délibération aura été publiée et transmise au contrôle de légalité.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et par adoption des visas et motifs exposés par le Maire, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la proposition sur le choix de SAUR ;
- **APPROUVE** le contrat proposé et ses annexes ;
- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer le contrat de délégation du service public avec ladite société et toute pièce y afférent dès que la délibération aura été visée par le contrôle de la légalité.

#### **4°) RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION 2024 : NOMINATION DES AGENTS RECENSEURS**

DELIB 07.12.2023-04

**VOTANTS : 15    POUR : 15    CONTRE : 0    ABSTENTION : 0**

M. Le Maire expose au Conseil Municipal que le recensement général de la population se déroulera du 18 janvier au 17 Février 2024.

En conséquence, il convient de nommer trois agents recenseurs.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé et les propositions du Maire,

**DÉCIDE** de nommer en qualité d'agents recenseurs :

- Madame Florence JACQUEREAUD,
- Madame Patricia MARTIN ECOTIERE
- Mme Pauline HOSTEIN.

#### **5°) DEMANDE DE MORATOIRE JUSQU'EN 2026 AUPRES DU SMICVAL**

DELIB 07.12.2023-05

**VOTANTS : 15    POUR : 15    CONTRE : 0    ABSTENTION : 0**

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

- considérant les nombreuses interrogations formulées par les administrées : personnes âgées ou à mobilité réduite, sans véhicule, etc....),
- considérant qu'il convient d'étudier des modalités particulières pour les communes rurales à savoir conserver le ramassage des déchets en porte à porte pour les villages et hameaux excentrés,

**DÉCIDE** à l'unanimité de demander au SMICVAL d'inclure CARTELEGUE dans la liste des communes bénéficiant d'un moratoire jusqu'en 2026.

## **QUESTIONS DIVERSES**

### **MISE A JOUR DU SITE**

Le site de la commune est à revoir et à compléter. Chacun est invité à le consulter et une réunion aura lieu en Janvier pour mettre en commun les commentaires de chacun et le compléter avec des photos.

### **JOURNAL MUNICIPAL**

Chacun a reçu la V2 envoyée par l'éditeur. Pas d'observation, donc nous avons donné le BAT afin de recevoir les exemplaires avant le 10 Janvier.

### **PROJET SDEEG**

M. VILLAR précise que le SDEEG a établi un devis précis relatif à l'opération.

Il convient cependant de remplacer les candélabres (11) de la rue des Agrières afin qu'ils soient identiques à ceux de la rue des 4 lieues.

Le nouveau devis est en cours d'élaboration et sera très proche de l'estimation initiale (203 000 € HT).

### **RAPPEL DES DATES**


21 Décembre : vœux du personnel communal,

13 Janvier : vœux à la population.

Le secrétaire de séance,

  
Nicole LAMHT

Le Maire,

  
Pierre VILLAR

